LES GREVES D'HALLUIN

Nous avons reçu de MM. Lemaitre-Demesteres et fils la lettre suivante :

Halluin, le 21 décembre 1895.

» Monsieur le Directeur
du *Journal de Roubaix*.

» Nous venons réclamer une obligeante hospitalité dans vos colonnes pour protester contre des allégations lancées par certains journaux contre notre maison. Il est tout à fait inexact (et ce n'est un secret pour personne), que nos ouvriers d'ameublement gagnent aussi peu qu'on ne l'a affirmé. On prétend que la moyenne des salaires de nos tisserands d'ameublement à la main ne dépasse pas 18 fr. Voici des chiffres exacts que nous apposons à ces assertions :

» Sur les 185 ouvriers d'ameublement à la main : 6 ouvriers gagnent entre 34 et 37 francs par semaine. 7 entre 27 et 25 fr. 13 entre 25 et 23 fr., 18 entre 23 et 20 fr., 47 entre 20 et 18 fr., 46 entre 18 et 15 fr. soit 106 ouvriers qui gagnent entre 33 et 15 francs toutes les semaines.

» Comme on peut le remarquer, une grande différence de salaire existe pour les ouvriers à la main qui font souvent les mêmes articles. En voici la raison : un certain nombre de nos tisserands à la main sont petits cabaretiers, boulangers ou boutiquiers et ils passent une grande partie de leur temps chez eux. Dans le nombre aussi se trouvent des femmes mariées, des vieillards et des enfants à qui nous donnons par pitié un métier chez eux et qui naturellement travaillent très peu. En outre, certains tisserands ne travaillent pas ou presque pas le lundi et une partie du mardi. Malgré cela nous avons tenu à prendre pour faire la moyenne des salaires, tous les ouvriers indistinctement et cette moyenne s'élève à 16.05. Cette moyenne est faite sur les deux derniers mois d'octobre et de novembre.

» Aussi l'étonnement a été grand à Halluin quand ces ouvriers à la main ont abandonné leur travail.

» Veuillez agréer, monsieur le directeur, nos bien sincères salutations. » (Signé) : LEMAITRE-DEMESTER ET FILS. »

La détente semble aujourd'hui plus sensible dans la situation. Les ouvriers de M. Paul Lemaitre ont eu avec leur patron deux entrevues dans la journée du vendredi; ils se sont représentés samedi matin à 10 heures et ont obtenu quelques concessions ; mais ils ne semblent pas en être satisfaits et l'on ne sait encore quand le travail pourra être repris.

Chez M. Defretin, il n'y a pas eu, samedi, de pourparlers nouveaux. Vendredi soir les délégués avaient reçu avis que les livrets étaient à la disposition de leurs camarades qui voudraient les reprendre.

Cinq ouvriers se sont représentés à l'usine de M. Gratry samedi matin. Ils avaient été prévenus que le travail était repris. Mais quoique l'établissement fut éclairé et que les métiers fussent en marche sans navettes, en se voyant si peu nombreux, ils ont immédiatement quitté l'établissement. D'un autre côté on nous affirme de bonne source que les ouvriers à la semaine, chauffeurs, mécaniciens, etc., ont été avertis que, si le travail ne reprenait pas, ils devaient se considérer comme libres samedi prochain.

L'animation est assez grande aux Baraques. Des groupes nombreux circulent comme les jours précédents. On ne signale toutefois plus le départ de bandes pour Wormecq, où 160 ouvriers travaillent actuellement. Le lieutenant et le maréchal des logis de gendarmerie se trouvent d'ailleurs dans cette commune pour parer à toute éventualité et assurer l'ordre.

Vers dix heures du matin, le citoyen Delphin Dumortier, de Tourcoing, s'est rendu à l'estaminet Picavet, pour encourager les ouvriers à la résistance. Ceux-ci ont fait appel à Rochefort, à Millerand et à Mme Séverine. Ils auraient — assure-t-on — recueilli, dans la soirée de vendredi, une somme de 400 francs à la sortie des fabriques.

Vers une heure, quelques ouvriers, auxquels on prêtait l'intention de reprendre le travail chez M. Gratry, ont été hués par leurs camarades et obligés de rebrousser chemin. A part ces légers incidents, le calme continue à se maintenir parfaitement, malgré la longue durée de la grève.

LILLE

Ecoles académiques. — On annonce que M. Kolb, conseiller municipal, vient d'adresser sa démission de vice-président de la commission des Ecoles Académiques à M. le maire de Lille.

Restitution à l'Etat. — Il a été versé, à titre de restitution anonyme à l'Etat, à la caisse du trésorier-payeur général du Nord, la somme de de 203 fr. 60, dont il a été fait recette le 20 décembre 1895 par le caissier-payeur central du Trésor public.

Nomination ecclésiastique. — M. Pormandt, vicaire à Hellemmes, est transféré à Fives (Notre-Dame).

Nominations universitaires. — Sont nommés répétiteurs : Au lycée de Lille, M. Legros, répétiteur au lycée de Tourcoing; au lycée de Tourcoing, M. Mouroux, répétiteur au lycée de Lille; au collège de Cambrai, M. Fritsch et M. Piuvinage; M. Dessaint, professeur à l'école normale de Sovenay, est nommé professeur à l'école nationale professionnelle d'Armentières.

Un procès intéressant devant le Tribunal de simple police de Lille. — Nous avons dit, dans notre numéro portant la date du lundi 16 décembre qu'il s'était présenté, devant le Tribunal de simple police de Lille, une question assez intéressante au point de vue de l'étendue des pouvoirs du maire sur le travail de nuit dans les établissements industriels et qui met en cause la très grosse question de la liberté de l'imprimerie et de la liberté de la presse.

Il existe à Lille un arrêté municipal daté de 1872, qui régit les professions bruyantes, c'est à dire celles qui exigent l'emploi de marteaux, machines et appareils susceptibles d'occasionner des percussions et un bruit assez considérable pour troubler la tranquillité des habitants, pendant la nuit.

Des plaintes étant parvenues à la police, on a mis en vigueur l'exécution de cet arrêté et des procès-verbaux ont été dressés à la charge de MM. Debuchy, filateurs, rue Adolphe; du directeur du journal la *Dépêche* et le *Nouvelliste*, à Lille, rue du Curé-St-Etienne et de la Société d'éclairage par l'électricité, rue Jean-Roisin.

Cette affaire intéressante venue à nouveau à l'audience de samedi, a été mise en délibéré, après une plaidoirie de Me Chesnelong.

Une mort mystérieuse. — Les époux Arnoux habitent le 2e étage du n° 46, rue des Pyramides, avec leurs quatre enfants. Le mari, garçon d'hôtel, est sans travail pour le moment.

Mme Arnoux, 37 ans, cartomancienne, mourait presque subitement dans la nuit de jeudi à vendredi. Elle avait mangé des escargots la veille au soir, et presqu'aussitôt avait été prise d'une violente indisposition à laquelle elle succombait. Le matin venu, le mari prévint les voisins, et aussitôt le bruit se répandit que le décès n'était pas naturel et devait être attribué à un empoisonnement.

M. le docteur Dutilleul, médecin légiste, appelé par M. Arnoux pour constater le décès, mis au courant de ces bruits et après un premier examen du corps, a refusé de délivrer le certificat de décès nécessaire à la délivrance du permis d'inhumer.

M. Barbier, commissaire de police du 6e arrondissement, a ouvert une enquête et a prévenu le parquet.

L'enterrement qui devait avoir lieu samedi matin, a été retardé.

L'autopsie sera probablement pratiquée, elle permettra d'établir exactement la cause de la mort et de déterminer, s'il y a eu véritablement empoisonnement, par quelle substance il a été causé.

Nominations judiciaires. — Sont nommés juges : A St-Omer, M. Pouilion, juge d'instruction à Hazebrouck; à St-Pol, M. Lequien, juge à Avesnes; à Avesnes, M. Michel, juge suppléant à Dunkerque; juge d'instruction à Hazebrouck, M. Lefebvre, juge à St-Pol.

Le comité consultatif des chemins de fer

L'*Officiel* vient de publier le décret de nomination des membres du comité consultatif des chemins de fer.

Parmi les députés désignés par le décret se trouve M. Gustave Dron, député de Tourcoing.

Une observation s'impose à propos de la composition de ce comité. Les Chambres de commerce qui ont pourtant toute compétence en matière de transports, ne sont représentées que par six membres dont deux (pourquoi deux ?) de la Chambre de commerce de la Seine; quant à notre grand département du Nord, le principal centre industriel, il n'a aucun délégué pris dans ses Chambres de commerce, et nous voyons le nom du président de la Chambre de commerce de Nancy. Il y a là vraiment une inégalité choquante que nous devions signaler.

PRIME A NOS LECTEURS

La prime que nous offrons aura sa place marquée dans toutes les familles abonnées au JOURNAL DE ROUBAIX. *C'est le plus interessant cadeau que le père de famille puisse offrir à sa femme ou à ses filles, c'est le cadeau que le fiancé doit offrir à sa fiancée.*

LES PROPOS DE TANTE ROSALIE

disent à la maîtresse de maison, à la mère de famille, comme à la jeune fille tout ce qu'une femme doit savoir pour bien tenir sa maison.

Cuisine, salle à manger, cabinet de toilette, salon, hygiène, recettes et conseils divers, tout est contenu dans les 300 pages de cet intéressant ouvrage.

Le volume coûte trois francs; les lecteurs du JOURNAL DE ROUBAIX, *le trouveront dans nos bureaux au prix de* **1 fr. 75** *et par poste* **2 fr.** 41166—30

Bulletin Météorologique

Roubaix, Samedi 21 décembre 1895.

HEURES	THERMOMÈTRE	BAROMÈTRE	
2 heures soir	5° au-dessus	763 m/m	Variable
5 heures soir	7° »	763 m/m	»
9 heures soir	6° »	763 m/m	»
		Dimanche 22 décembre 1895.	
Minuit	5° au-dessus	762 m/m	Variable
1 heure matin	5° »	766 m/m	»
2 h. »	5° »	766 m/m	»

Paris. — Samedi 21 décembre 1895. — (*Bulletin du Bureau Central météorologique*). — La dépression qui sévit depuis quatre jours sur la Méditerranée se dirige vers l'Adriatique où le baromètre descend de 8 mm. tandis qu'il remonte de 6 à Perpignan. Les mauvais temps de la Méditerranée vont donc cesser, mais le vent est encore très fort du N.-O. au cap Béarn. En Irlande, une nouvelle baisse commence à se faire sentir, une dépression s'avance vers les Iles-Britanniques et ramène le vent du S. sur nos côtes de la Manche et de la Gascogne, où il est faible jusqu'ici.

Des neiges sont tombées dans le nord, le centre et l'ouest de l'Europe. En France, on signale des pluies dans le Nord-Ouest, des neiges et des pluies dans l'Est; on a recueilli 13 mm. d'eau à Gris-Nez, 9 à Cherbourg, Ouessant, 6 à Sicié. La température monte en Irlande; elle était ce matin, de — 7° à Hernosand, — 2° à Lyon, Bordeaux, + 1° à Paris, 13° à Alger. On notait — 7° au puy de Dôme, — 3° au Mont Ventoux — 16° au pic du Midi. En France, des neiges et des pluies sont encore probables; la température va se relever dans le Nord.

A Paris, hier soir, bruine. Moyenne d'hier, 20 décembre, — 0°8, inférieure de 1°8 à la normale. Depuis hier midi, température max. : 4°9; minimum de ce matin : 0°7. Baromètre, à sept heures, du matin, 759 mym. 6. A la tour Eiffel, maximum : 1°2 ; minimum : 3°3. Le Caire (Ghesireh Palace) le 20 16°8. Temps sec. Hier, 18°1. Beau temps.

CONSEIL MUNICIPAL DE TOURCOING

Séance du 21 decembre

La séance, bien qu'annoncée pour 7 h. 1/2, ne commence qu'une heure plus tard.

M. HASSEBROUCQ, *maire, préside.*

Sont présents : MM. Hassebroucq, maire; Diéval, Sénéchal, adjoints; Ducoulombier, Grau, Salembien, Honoré-Colson, Delavaivre, Delphin Dumortier, Augustin Dalle, Dron, Tack, Leplat, Destombes, Théry, Masurel-Leclercq, Demouvaux, Benoit.

Sont excusés : MM. Masure, Muller, Hersin, Lemaire et Loridan.

M. le secrétaire-général donne lecture du procès-verbal de la séance du 13 décembre, dont la rédaction est adoptée, et il est procédé immédiatement à la discussion du budget.

Budget communal pour 1896. — Le Conseil décide qu'il commencera par l'étude du budget des dépenses.

M. Théry, *rapporteur de la commission des finances*, donne successivement lecture des multiples articles de ce budget.

Nous ne nous arrêterons qu'aux articles qui ont soulevé des observations.

A l'article 15, service de la voirie, diverses augmentations de traitement sont réservées pour être traitées à huis-clos.

Notons pour l'article 17, services hâtiments, cette observation de la commission des finances.

« Nous regrettons de devoir faire des réserves au sujet du fonctionnement du service des bâtiments : nous exprimons le désir d'obtenir un travail plus soutenu et une surveillance plus attentive de nos édifices communaux. »

A l'article 18 : Indemnité aux conseillers prudhommes, le budget prévoit une indemnité pour les prudhommes patrons afin de pouvoir maintenir l'allocation de 200 fr. en faveur des prudhommes ouvriers, ainsi que l'exige le conseil d'Etat.

M. Dron s'élève contre cette jurisprudence, et il dit que quant à lui, il ne votera pas l'indemnité pour les prudhommes patrons et il propose de ne voter que le crédit nécessaire à l'allocation des patrons ouvriers. Il se charge de faire des démarches près du gouvernement pour éviter l'obligation imposée par le ministre.

M. le Maire répond que les prudhommes patrons n'ont pas demandé cette indemnité et il accepte très volontiers l'offre faite par M. Dron d'intervenir dans le sens qu'il a indiqué.

En conséquence le conseil municipal ne vote que 1600 francs à prévoir pour les indemnités aux prudhommes ouvriers.

Les articles 20 et 21, frais de police sont réservés; c'est la question des commissaires de police qui doit être tranchée en arrêté secret.

Les frais de regie du Conditionnement se sont accrus, de 120,275 fr. à 162,150 par suite de l'organisation d'un groupe d'appareils et l'augmentation sensible du personnel.

Une somme de 5,000 francs est prévue pour des auxiliaires et des heures supplémentaires.

M. Benoit s'élève contre l'inscription de cette somme qui se trouve à la disposition du directeur du Conditionnement. Qu'on mette à sa disposition 2.000 francs d'abord et si la somme n'est pas suffisante, on lui ouvrira de nouveaux crédits.

M. Dron appuie cette observation.

M. le Maire fait observer que la somme de 5.000 fr. a été fixée par la commission de surveillance. Il faut en tous cas qu'on prévoie une somme quelconque.

M. Salembier fournit de son côté, quelques explications aux termes desquelles certains auxiliaires sont à demeure toute l'année et absorbent déjà une grande partie de la somme demandée.

M. Dron trouve que la commission de surveillance du Conditionnement fonctionne plus ou moins régulièrement.

M. le Maire proteste contre cette allégation, prétendant que cette commission apporte beaucoup de zèle. Nous avons d'ailleurs, ajoute-t-il, comme garantie la présence de trois de nos collègues au sein de cette commission.

M. Dron déclare qu'il n'insiste pas, persuadé que la Commission des Finances s'est rendu compte de la justification des sommes demandées.

M. Salembien affirme que la Commission de surveillance a très sérieusement étudié son budget.

M. Dron émet le vœu que le directeur du Conditionnement, chaque fois qu'il aura recours aux heures supplémentaires, en justifie devant les Commissions.

A l'article 55 : traitement de l'afficheur public, M. le Maire donne lecture d'une lettre du préfet l'informant que l'administrateur de la Cie l'*Express* a protesté contre le privilège accordé à M. Perin.

A l'article 62, laboratoire d'analyses, M. Tack se plaint de la façon dont s'effectue ce service et n'est pas d'avis de maintenir le crédit.

M. Dron demande si l'administration municipale reçoit des indications sur le nombre des analyses qui y sont pratiquées.

M. le Maire répond qu'il a reçu quelques indications qui prouvent que le service ne s'est pas encore beaucoup amélioré.

Sur le désir exprimé par M. Dron, M. le Maire promet de réclamer un rapport détaillé.

Sous le bénéfice de ces observations, le crédit de 2,000 francs est maintenu.

A propos de l'entretien des rues M. Delavaivre fait remarquer que les trottoirs de la rue Carnot sont dans un état déplorable.

M. Dron demande que tous les propriétaires en général soient mis en demeure de faire leurs trottoirs.

M. le Maire. — Nous commencerons par la persuasion, s'il faut recourir à la force nous verrons.

Pour le service de l'ébouage, la commission des finances a proposé d'augmenter les salaires de 0,25 c.

MM. Benoit et Lepiatrèclamentde leur côté une augmentation de 0,50 c.

Par 21 voix la proposition d'augmentation de 0,25 c. faite par la commission est adoptée.

A l'article 95, subvention aux hospices, M. Dron demande 207,000 au lieu de 197,000 prévus par le budget. Il rappelle que l'année dernière, la Commission des hospices a dû régler son budget en déficit. Elle n'est plus disposée à suivre la même voie cette année. D'ailleurs, les dépenses de l'hôpital seront encore accrues par suite de l'installation d'un interne et de l'augmentation du nombre des religieuses reconnues nécessaires. On ne peut plus escompter des rabais d'adjudications et, de plus, il est impossible de prévoir toutes les dépenses qui se présentent pendant l'année. Si le Conseil municipal réduisait sa subvention, la commission des Hospices se verrait forcée de refuser des malades.

M. Théry répond que la Commission des finances sera disposée à parfaire les déficits s'il s'en produit, mais il faut que chaque somme ait son affectation spéciale. Si les adjudications donnent des rabais, ce sont là des sommes qui seront sans emploi déterminé, ce qui est contraire à la comptabilité administrative.

M. le Maire estime que les observations de M. Dron ne sont pas fondées : il faut que les rabais aient un emploi déterminé. La commission des finances entend bien fournir aux hospices les sommes qui lui seront nécessaires, mais elle se trouve devant l'inconnu, les adjudications n'étant pas encore faites.

M. le Maire ajoute que le Conseil municipal devant se réunir encore le 27 et les adjudications des hospices se faisant le 26, on peut dès aujourd'hui voter 197,000 fr., quitte à voter un excédent ensuite aux chapitres additionnels.

M. Dron. — Je ne puis souffrir qu'une ville de cette importance marchande une subvention aux hospices.

M. Dron ajoute qu'autrefois on ne « chipotait » pas ainsi la Commission des hospices.

On procède au vote : cinq voix se prononcent pour les conclusions du rapport.

La subvention de 207,400 fr. réclamée par M. Dron, est adoptée par seize voix.

Quand l'examen des 217 articles du budget des dépenses a été terminé, le Conseil municipal, avant de se constituer en comité secret, a pris en considération un vœu de M. Delavaivre, tendant à ce que la Compagnie des Tramways pose, sur le parcours des tramways électriques, des poteaux indicateurs à chaque arrêt.

Le huis-clos s'est déclaré à 10 h. 35, pour la discussion des chapitres réservés. A la reprise de la séance publique, à 11 h. 30, nous apprenons que le budget de recettes a été voté avec une majoration de 5,000 francs sur les prévisions du produit de l'octroi. Contrairement à tous les précédents, les recettes avaient donc été arrêtées en comité secret.

En résumé, le budget municipal pour 1896 se chiffre par 3,532,660 fr. 23, en recettes et 3,530,060 fr. 59 en dépense, soit un excédent de 2,599,63.

Le Conseil s'ajourne au samedi 28, et la séance est levée à 11 heures 45.

TRIBUNAUX

Tribunal correctionnel de Lille. — *Audience du samedi 21 décembre.* — VOL DE POULES. — M. le commissaire de Wattrelos arrêtait le vendredi 13 décembre un vacher du nom de Charles Vanderlinden, 34 ans, pour vol de trois poules à M. Lagache, cabaretier au Crétinier. Vanderlinden, qui a du reste avoué, est condamné à un mois d'emprisonnement.

UN MENDIANT RÉCALCITRANT. — Le mardi 17 décembre, le garde Dapriez appréhendait pour conduire au poste un individu qui mendiait de porte en porte dans la commune de Mouveaux. Mais notre homme fit résistance : de là double délit. Félix Krekouske — c'est le prévenu — est né à Strasbourg, il n'avait guère de domicile : il encourt une peine d'un mois.

TOUJOURS LES EXPLOITS DE GAMINS. — Sans doute pour fêter les derniers échos, de la Saint-Nicolas, une troupe de jeune garçons a dans la soirée du 9 décembre, mis au pillage, la baraque de M. Montignies, marchand forain boulevard Gambetta Roubaix. Ils y ont fait une razzia de bonbons et de fruits, causant ainsi au marchand un préjudice d'au moins 25 francs.

Les coupables sont Victor Stessel, 11 ans, rue d'Antoing, Louis Bettremieux, 14 ans, rue Monge, Jules Vanhouke, 13 ans, rue de Maufait, Norbert Nottebaert, 14 ans, rue du Tilleul, Albert Huvered, 15 ans, rue Pierre de Roubaix. Ils sont acquittés tous les cinq comme ayant agi sans discernement et remis à leurs parents.

UN FAILLI EN FUITE. — Le Tribunal de Commerce de Roubaix avait déclaré la faillite de Moïse Renard, 65 ans, marchand de lait et lait battu à Wattrelos; au lieu de se rendre aux invitations du syndic il quitta le territoire Français : alors du rapport qui fut dressé, ainsi qu'il arrive dans toute faillite, il résulta que Renard n'avait pas tenu de livres et qu'il n'avait pas déposé son bilan dans le délai légal. Le troisième grief élevé contre lui consistait à ne pas avoir obtempéré aux injonctions du syndic.

Moïse Renard fut donc poursuivi sous l'inculpation de banqueroute simple quoiqu'il fasse défaut, le tribunal tient compte des circonstances de la cause pour accorder le bénéfice de la loi Bérenger pour l'exécution de la peine de six jours prononcée contre lui.

COMPLICITÉ PAR RECEL. — On avait volé le 28 novembre à Mme Derick, au Crétinier, à Wattrelos, une balance qui fut ensuite retrouvée aux mains de M. Seynave, marchand de légumes rue d'Alfer. Informations prises auprès de ce dernier, on sut que l'instrument de pesage avait été acheté d'un marchand de chiffons et de bric à brac, Joseph Hellewart, 47 ans, à Roubaix.

Celui-ci invité à exhiber ses livres et à indiquer le nom de la personne qui lui avait cédé la balance, ne put s'executer ; il déclara avoir fait cette acquisition pour quatre francs 50 centimes, d'une personne qu'il ne connaissait pas.

Le casier et les renseignements de police révélèrent que Hellewart, n'était pas à sa première comparution en Belgique où il a cueilli divers peines aussi pour improbité.

Hellewart est jugé coupable de vol par recel et s'entend infliger une peine de dix jours.

VOL DE NUMÉRAIRE — M. le commissaire de police de Croix expose au tribunal qu'il avait reçu la plainte d'une dame Tis, cabaretière, rue de la Limite, à Croix, qui avait été victime d'un vol de vingt-cinq francs et qui avait accusé une jeune femme, Louise Mortier, 25 ans, ménagère, rue de l'Alouette, à Roubaix. Il ajoute qu'il avait fait appeler cette dernière et qu'un peu à la fois il avait fini par obtenir d'elle des aveux; ce qu'il avait consigné à son procès-verbal.

A l'audience, Louise Mortier affirme n'avoir passé de déclarations semblables que sur la menace faite par M. le commissaire de l'incarcérer si elle n'avouait pas.

Elle persiste quelque temps dans cette attitude : puis M. le président demande à la prévenue si c'est elle qui a inspiré ou dicté une lettre écrite à M. le procureur de la République et dans laquelle il est dit qu'elle a été l'objet d'une odieuse machination de la part du commissaire de Croix.

Elle répond négativement.

M. le Président l'interroge en dernière analyse sur le point de savoir si ce qu'a déclaré M. le commissaire est exact.

Elle prononce un oui d'une façon à peine intelligible et sans aucune conviction. Le tribunal condamne Louise Montier à un mois de prison.

UN VOYAGEUR QUI S'AMUSE. — Le 19 octobre dans le train de Mouscron à Lille avant d'arriver à Croix, un voyageur en état d'ébriété assez avancé s'était amusé à tirer la sonnette d'alarme; le conducteur se rendit dans le compartiment de troisième d'où partait le signal et fut accueilli un peu grossièrement par le monsieur.

Procès-verbal fut dressé, et le délinquant, Pierre Jassart, 28 ans, poseur de calorifuge habitant Tervuren (Belgique) fut cité en correctionnelle. Il est condamné par défaut à une amende de cinquante francs.

UN DÉLIT DE CHASSE commis à Neuville-en-Ferrain, vaut à Jules Jossen et à Victor Delannoy, chacun une amende de 50 fr.

OUTRAGES A UN PRÉPOSÉ D'OCTROI. — M. Haquette, employé d'octroi se trouvant au bureau de la rue de Tourcoing, avait fait des observations à Jules Deglory, 25 ans, charbonnier, lequel, étant ivre, s'était jeté sur lui : c'était le mercredi 4 décembre.

Deglory le prit de très haut et adressa quelques épithètes malsonnantes à M. Haquette qui dressa procès-verbal contre lui. Deglory est condamné à une amende de vingt-cinq francs pour le délit et une amende de cinq francs pour l'ivresse.

UN MAUVAIS RÉVEIL. — Mme veuve Verrier, cabaretière à Wasquehal avait, le 19 novembre, pour réveiller son fils Jules qui dormait, jeté de l'eau sur sa figure.

Verrier qui a 40 ans, se leva comme un furieux et alloga plusieurs gifles à sa mère.

Comme celle-ci paraît demander plutôt de l'indulgence pour son fils, le prévenu n'est condamné qu'à six jours de prison.

Tribunal de simple police de Roubaix. — *Audience du 19 décembre 1895.* — L'audience, ouverte à 2 heures 20, est présidée par M. Petit, juge de paix, assisté de Me Duthy, greffier, et de Me Louis Buns, huissier.

Le siège du ministère public est occupé par M. Chapé, commissaire de police.

UNE SOLLICITEUSE EXTRAORDINAIRE. — C'est Adeline Grimonprez qui, habitant la commune d'Hem, se disant veuve sans ressources, se présentait au bureau de Bienfaisance de Roubaix, pour y recevoir des secours. Un beau jour, M. Caquant, vice-président du Bureau de Bienfaisance s'étant aperçu qu'il secourait une personne étrangère à Roubaix, lui en fit l'observation, et lui refusa du pain. Adeline Grimonprez se mit fort en colère, et insulta grossièrement M. le vice-président, en présence d'une cinquantaine de personnes. L'agent Lorthiois, qui se trouvait là, dressa procès-verbal.

Adeline Grimonprez a-t-elle eu honte de comparaître en public? Le tribunal ne veut pas approfondir cette question. Il condamne purement et simplement l'inculpée à 11 fr. d'amende par défaut, et fixe à cinq jours le minimum de la contrainte par corps.

LA LOI DU 2 NOVEMBRE 1892. — Un industriel, prévenu d'avoir contrevenu à la loi du 2 novembre 1892, ne reconnait pas le fait. De son côté, M. l'inspecteur du travail, qui a constaté la contravention, déclare qu'un appareil mécanique servant dans l'établissement, ne présentait aucune condition de sécurité. C'est un moute-charge, explique-t-il, qui est clôturé d'une façon insuffisante, car l'approche de l'appareil, malgré cette clôture, n'empêche pas des accidents de se produire : la preuve, continue M. l'Inspecteur, c'est qu'un enfant a été grièvement blessé à la tête.

M. X... explique qu'il ne lui est pas possible d'entourer le monte-charge d'une autre clôture. Cependant, si M. l'Inspecteur peut lui indiquer un moyen...

M. le Juge de Paix. — Monsieur l'inspecteur du travail n'est pas votre auxiliaire... C'est à vous ou à vos ingénieurs de trouver ce moyen.

M. X... Est-ce qu'avant de me dresser procès-verbal, M. l'Inspecteur ne devait pas m'envoyer un avertissement? — *M. l'Inspecteur.* Non. — *M. X...* Cependant un jugement du Tribunal civil de Lille, en a décidé ainsi. — *M. l'Inspecteur.* Le jugement auquel il est fait allusion concerne la loi de 1893, relative à l'hygiène, et non celle de 1892, concernant la sécurité du personnel employé dans les usines.

M. le Juge de Paix. — Il nous serait plus agréable de vous acquitter, Monsieur H..., que de vous condamner ; mais pour cela, vous devez faire la preuve du contraire de ce qu'affirme M. l'Inspecteur du travail. Vous pouvez, par exemple, demander au Tribunal de se transporter sur les lieux ?...

M. X... suit le conseil de M. le Juge de Paix, et le Tribunal décide qu'il se rendra dans son usine lundi à 2 heures de l'après-midi.

EST-CE UNE INJURE? — Il s'agit de savoir si traiter une personne de « demoiselle d'un conseiller » constitue une injure. Voici la chose : c'était au marché, sur la Grande-Place, un dimanche. Des boutiquiers se chicanaient, entre autres M. Allemand et Mlle Julia Carpentier. Un témoin vient déclarer qu'Allemand a traité Mlle Carpentier de « fille d'un conseiller ! »

M. le Juge de Paix. — Conseiller... à la Cour ? — *Le témoin.* — Non, non !.. Municipal !... — *M. le Juge de Paix.* — Mais, ce n'est pas une injure, cela ! — *Le témoin.* — Il l'a aussi traitée de voleuse ! — *M. le Juge.* — Voilà une injure, au moins !

Le prévenu. — Monsieur le juge, c'est elle qui m'a appelé voleur. Moi j'ai dit : — Parce qu'elle est la demoiselle d'un Conseiller..... (Je n'ai pas dit la fille, Monsieur le Juge !) .. parce qu'elle est la demoiselle d'un Conseiller, elle se figure qu'elle a le droit de tout faire !

M. le Juge de Paix. — Non, non !... Les fonctions de conseiller municipal sont honorables, mais aussi très modestes. Elles ne donnent pas, le moins du monde, le droit de tout faire.

De l'ensemble des témoignages, il résulte que, si M. Allemand a commis la contravention qui lui est reprochée, Mlle Carpentier n'est pas moins coupable que lui. Le Tribunal les condamne chacun à un franc d'amende.

UNE AFFAIRE DE CHIENS. — Constant Verpoort exerce la libre profession de marchand de légumes. C'est son droit... Ce qu'on lui reproche, par exemple, c'est d'avoir excité ses chiens contre la veuve Messager. La plaignante raconte comment « ça s'est passé ». Le 1er octobre, Verpoort était venu chez elle, accompagné de ses deux chiens, et après une petite discussion, avait adressé, en flamand, la parole à ses chiens. Aussitôt le plus grand se mit à aboyer, et, s'élançant sur Mme Messager, lui mit ses deux pattes sur les épaules. Elle ne fut pas mordue, cependant ; mais son émotion fut si grande, qu'elle s'évanouit. Un médecin dut être appelé, qui ordonna le transport de la malade à l'Hôtel-Dieu, où elle est restée en traitement pendant dix jours.

M. le Juge de Paix. — Etes-vous sûre que Verpoort ait excité ses chiens ? — *La plaignante.* — Je crois bien que oui; mais il leur a parlé en flamand, et je ne comprends pas cette langue. — *M. le Juge.* — Est-ce que les chiens comprennent mieux le flamand que le français ? — *La plaignante.* — Je ne sais pas...

La plaignante demande cent francs de dommages-intérêts.

Les témoins à décharge viennent déclarer que le plus gros chien de Verpoort est un *roquet* très doux. Un cafetier affirme que ce chien vient tous les jours dans son établissement, et que jamais il n'a eu à s'en plaindre.

Me Brackers d'Hugo, avocat au barreau de Lille, défend Verpoort, ou plutôt ses chiens. — Il paraît, dit le défenseur, que la veuve Menager avait elle-même un petit chien sur les bras. Il est possible que l'autre ait voulu faire une conversation avec son congénère. *Il a aboyé :* mais il ne peut s'exprimer autrement... Il va au café, ce chien, que l'on veut faire passer pour un animal féroce, et il ne dit rien à personne... C'est donc un chien qui peut servir de modèle à bien des consommateurs !.. (Rires). Aurait-il la haine de la femme ?... Oh ! non, et bien au contraire, la vue de Mme Menager aurait pu le rendre plus doux !... Or, cette dame s'est évanouie, dernièrement, en entendant un coup de tonnerre...

M. le Juge de Paix. — Elle n'est pas flamande ? — *Me Brackers d'Hugo.* — Non ! — *M. le Juge de Paix.* — Eh bien ! une française ne doit pas s'évanouir !

Me Brackers d'Hugo. — Surtout devant un roquet inoffensif...

Le défenseur termine en demandant de renvoyer son client des fins de la plainte.

M. Chapé, ministère public, s'y oppose, et il demande l'application de la loi.

M. le Juge de paix remet l'affaire en délibéré.

AFFAIRES DIVERSES. — D'autres affaires, rixes, injures, ne présentent aucun intérêt, mais prennent beaucoup de temps ! Le défilé des « pochards » est très monotone. A signaler la réponse de l'un d'eux :

M. le Juge. — Vous étiez saoûl ? — *Le prévenu.* — J'étos pas saoui ! J'étos ivre, et je m'rappelle rin ! *L'agent.* — A plusieurs reprises, il a crié : « Vive la Révolution ! — *M. le Juge de Paix* (au prévenu) — Ce qu'il faut demander : c'est le Progrès, sans secousse, et non la Révolution..... Le prévenu est condamné à 3 francs d'amende.

NOUVELLES MILITAIRES

Cavalerie. — Le *Journal officiel* publie la liste des sous-officiers de cavalerie déclarés admissibles à l'instruction militérielle du 6 décembre 1894). Voici les noms des sous-officiers du 1er corps d'armée :

MM. Brunet de la Charrie, maréchal des logis au 4e régiment de cuirassiers ; Lecucq, maréchal des logis au 4e regiment de cuirassiers ; Anjard, maréchal des logis chef au 21e régiment de dragons ; Revalier, maréchal des logis fourrier au 21e régiment de dragons ; Bigo, maréchal des logis chef au 21e régiment de dragons; Gossart, maréchal des logis au 21e régiment de dragons ; Bossut, maréchal des logis chef au 19e régiment de chasseurs.

Concerts et Spectacles

La soirée intime du « Choral Nadaud » offerte samedi soir à ses membres honoraires a obtenu le plus légitime succès.

Le programme était des mieux choisis et des plus variés tant au point de vue des genres que des artistes qui y figuraient.

Le public nombreux qui remplissait la salle a été vivement intéressé et a applaudi chaleureusement tous les artistes professionnels ou amateurs.

Le *Choral Nadaud* a d'abord interprété avec sa distinction ordinaire, *Les fils d'Egypte*, de Laurent de Rillé.

Puis se sont fait entendre successivement avec un égal succès, M. Picavet, Mlle Havet, M. Wattecamps, M. Petit, M. Haddens, M. Lefebvre et M. Janssens, dans des solos, des duos et des trios que M. Seutin, à accompagnés avec son talent habituel.

Après le concert, pendant lequel l'attention des auditeurs a été constamment tenue en haleine, par la succession rapide des numéros du programme, la soirée s'est prolongée joyeusement dans un bal des plus animés.

Une fête de famille au « Dauphin ». — Aujourd'hui dimanche, sera donnée une charmante fête de famille, au *Cercle Dauphin*, Grande-Rue, à Roubaix; voici le programme :

Première partie. — 1. Section Symphonique, Entr'acte-Gavotte, Gillet ; 2. Edgard Wacles, Enchantement, Massenet ; 3. P. Derrumaux, A. Simple Aveu, F. Thomé, B. La Cinquantaine, G. Marie ; 4. Mlle Mathot, Monologue, XXX ; 5. Chœur et orchestre, Les Voix du soir, Dard ; 6. Alice Scamps, Berceuse de Jocelyn, *B. Desfresnes, chansonnette*, XXX.

Deuxième partie. — 1. Section Symphonique, Flirtation, Steck ; 2. Mlle Alice Scamps, Chanson des Fleurs, Tagliafico ; 3. Chœur et Orchestre, Minuit, Katto ; 4. Mlle Mathot, Monologue, XXX ; 5. Mlle A. Simple, M. Ed. Wacles, Dragons de Villars, Maillard ; 6. M. C. Desfresne, Chansonnette, XXX. — Le piano sera tenu par M. Seutin. Entre la première et la seconde partie une quête pour les pauvres.

La commission administrative du cercle du Dauphin, prie MM. les sociétaires, qui par erreur d'adresse ou pour toute autre cause, n'auraient pas reçu leur lettre d'invitation, de vouloir bien l'excuser et honorer la fête de leur présence; leur qualité de sociétaire sera reconnue au contrôle.

Société philharmonique « La Cécilienne ». — Voici le programme du concert qu'offrira *La Cécilienne* à ses membres honoraires, aujourd'hui dimanche, à 5 heures précises du soir, à la salle Philémon, rue Pierre-Motte :

1. L'Oasis, fantaisie (J. Tontain), La Cécilienne; 2. Sous l'Ormeau, fantaisie (J. Tontain), La Cécilienne; 3. Giralda, air pour baryton (Adam), M. P. Pollet; 4. Chansonnette comique, M. Louis Foëlix; 5. Souvenir d'Ostende, air varié pour basse (Bouillon), M. X...; 6. Le Petit chaperon rouge, monologue, M. E. Vaupoucke; 7. Le Rossignol, romance pour ténor, M. Davroust; 8. Chansonnette comique, M. Duforest. Le piano sera tenu par M. E. Mestdagh.

Après le concert, bal à grand orchestre; prix d'entrée : cavaliers, 1 fr.; dames, 0,50 c.

La ménagerie Bidel. — Aujourd'hui, dernières séances de la ménagerie Bidel; brillantes représentations d'adieux.

La ménagerie partira mercredi pour Dunkerque, par train spécial de quarante wagons.

Wasquehal. — *Un concert de bienfaisance.* — La société chorale « Les Amis réunis » de Wasquehal, dirigée par M.